



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-49

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 32
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjointes au Maire
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

ENGAGEMENT DE LA VILLE DANS L'APPEL À MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT « CENTRES VILLES VIVANTS » LANCÉ PAR LA METROPOLE DU GRAND PARIS

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La Métropole du Grand Paris a lancé, le 18 mai 2017, l'initiative « Centres Villes Vivants » afin de fédérer l'ensemble des acteurs métropolitains, privés comme publics, et de favoriser la mise en réseau, l'échange de bonnes pratiques et la mobilisation d'expertises. Cette initiative a été reconduite depuis et permet une nouvelle inscription pour la ville du Raincy dans l'appel à manifestations d'intérêt.

L'appel à manifestations d'intérêt a pour ambition d'accompagner les communes, au cas par cas, afin de faire émerger avec elles, des projets pour la conduite de stratégies globales de redynamisation des centres-villes, associant les enjeux de dynamisation commerciale et artisanale, de développement économique ainsi que de qualité du cadre de vie, de logement, d'environnement, de service, de logistique, de mobilité et d'accessibilité pour tous.

Les communes devront adresser un dossier de candidature pour être conjointement par les Établissements Publics Territoriaux auxquels elles sont rattachées.

Accusé de réception en préfecture
03/09/2025 (N° 17-19330-1-2025-0649-D)
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception préfecture : 07/07/2025

Les communes retenues feront l'objet d'un « contrat métropolitain de développement » signé par tous les partenaires. Ensemble ils définiront leur stratégie de revitalisation de centre-ville, élaboreront leur projet et construiront leur plan d'actions.

Les deux premiers contrats entre la Ville et la Métropole étant achevé, la Ville souhaite s'inscrire à nouveau sur l'action structurante suivante :

- Rénovation du Passage Hildevert

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 : D'AUTORISER le Maire à inscrire la Ville du Raincy à l'appel à manifestations d'intérêt « Centres Villes Vivants » lancé par la Métropole du Grand Paris.

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire a demandé les subventions et à signer tout document s'afférant à l'appel à manifestations d'intérêt « Centres Villes Vivants ».

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

093-249300621-20250707-2025-06-49-DL
Date de télétransmission : 07/07/2025